

N° 5056<sup>2</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

**PROJET DE LOI**

**portant approbation du Traité international sur les ressources phyto-génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, adopté le 3 novembre 2001 par la trente et unième réunion de la Conférence de la FAO**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE,  
DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

(21.10.2003)

La Commission se compose de: M. Lucien CLEMENT, Président-Rapporteur; M. Jeannot BELLING, Mme Agny DURDU, M. Camille GIRA, M. Nico LOES, M. Robert MEHLEN, Mme Maggy NAGEL, M. Marco SCHANK, M. Jos SCHEUER, M. Nicolas STROTZ et M. Georges WOHLFART, Membres.

\*

**1. ANTECEDENTS**

En date du 21 novembre 2003, Madame le Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi sous rubrique qui était accompagné d'un exposé des motifs et du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

Le projet de loi a été avisé par le Conseil d'Etat le 28 janvier 2003.

Le 27 février 2003, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a désigné son président Monsieur Lucien Clement comme rapporteur du projet de loi. Le présent rapport a été adopté à l'unanimité lors de la réunion du 21 octobre 2003.

\*

**2. CONSIDERATIONS GENERALES**

**Historique de l'Organisation des Nations Unies pour  
l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a été créée en octobre 1945 dans le but d'améliorer l'état nutritionnel, le niveau de vie, la productivité agricole et le sort des populations rurales en général.

Aujourd'hui, la FAO est l'une des plus grandes institutions spécialisées du système des Nations Unies, chef de file dans les domaines de l'agriculture, des forêts, des pêches et du développement rural. Organisation intergouvernementale, la FAO regroupe 183 Etats Membres, auxquels s'ajoute la Communauté européenne.

Depuis sa création, la FAO lutte contre la faim et la pauvreté en oeuvrant en faveur du développement agricole, de l'amélioration nutritionnelle et la sécurité alimentaire – à savoir l'accès de tous, à tout moment, à la nourriture nécessaire à une vie active et saine.

La production vivrière a augmenté à un rythme sans précédent depuis la création de la FAO en 1945, dépassant le doublement démographique durant la même période. Depuis le début des années 60, la part de personnes souffrant de la faim dans le monde en développement est passée de plus de 50 pour cent à moins de 20 pour cent. En dépit de ces progrès, plus de 790 millions de personnes des pays en développement – plus de la totalité des habitants d’Amérique du Nord et d’Europe de l’Ouest réunis – sont encore mal nourris.

L’Organisation privilégie la promotion du développement rural et de l’agriculture durable, stratégie d’amélioration à long terme de la production vivrière et de la sécurité alimentaire permettant de conserver et de gérer les ressources naturelles. Son objectif est de satisfaire les besoins des générations présentes et futures en suscitant un développement qui ne dégrade pas l’environnement, tout en étant techniquement approprié, économiquement viable et socialement acceptable.

### **Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l’alimentation et l’agriculture**

Les ressources phytogénétiques pour l’alimentation et l’agriculture sont essentielles pour nourrir la population mondiale. Elles sont la matière première que les agriculteurs et les obtenteurs utilisent pour améliorer la qualité et la productivité de nos cultures. L’avenir de l’agriculture dépend de la coopération internationale et de la libre circulation des plantes cultivées et de leurs gènes que les agriculteurs du monde entier élaborent et échangent depuis 10 000 ans. A cet égard, aucun pays ne se suffit à lui-même, mais tous sont tributaires des plantes cultivées originaires d’autres pays et régions et de leur diversité génétique.

Dès 1983, la FAO a adopté un engagement international visant à conserver les ressources génétiques pour l’alimentation et l’agriculture, acte juridique non contraignant pour les pays signataires. En outre a été créé un forum intergouvernemental permanent à l’intérieur de la FAO, la Commission des ressources phytogénétiques. Le Luxembourg n’était pas engagé et non plus membre de la Commission. Cependant la Convention sur la biodiversité, signée à la Conférence pour l’environnement de Rio le 5 juin 1992 et approuvée par la loi du 4 mars 1994, a rendu nécessaire la révision de cet Engagement international. A cette fin, après sept ans de négociations, un Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l’alimentation et l’agriculture a été adopté par la Conférence de la FAO en novembre 2001. Ce traité juridiquement contraignant pour toutes les parties contractantes, vise toutes les ressources phytogénétiques utiles à l’alimentation et à l’agriculture.

\*

### **3. OBJET DE LA LOI**

Le présent projet de loi a pour objet d’approuver le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l’alimentation et l’agriculture, adopté le 3 novembre 2001 par la trente et unième réunion de la Conférence de la FAO. D’après l’article 37 alinéa 1er de la Constitution luxembourgeoise, „les traités n’auront d’effet avant d’avoir été approuvés par la loi et publiés dans les formes prévues pour la publication des lois“. Le Grand-Duché de Luxembourg a signé le Traité le 6 juin 2002 qui entre en vigueur après l’adhésion d’un minimum de quarante Etats.

Les objectifs de la loi sont la conservation et l’utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l’alimentation et l’agriculture et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation en harmonie avec la Convention sur la diversité biologique, pour une agriculture durable et pour la sécurité alimentaire. Pour endiguer l’érosion continue des ressources génétiques végétales, le Traité international exhorte les Etats signataires à promouvoir la conservation, la prospection, la collecte, la caractérisation, l’évaluation et la documentation de ces ressources en élaborant des dispositions juridiques appropriées. De même, le Traité international invite les parties contractantes à intensifier la coopération internationale et l’assistance technique dans ce domaine et à protéger et promouvoir l’utilisation des ressources phytogénétiques. Pour atteindre les objectifs de conservation et d’utilisation durable des ressources phytogénétiques, les pays conviennent d’établir un Système multilatéral qui soit efficient, efficace et transparent. Finalement le Traité international prévoit le partage juste et équitable des avantages financiers, qui découlent de l’exploitation des ressources génétiques, entre les pays qui exploitent ces ressources et les pays dont elles sont issues. La mise en oeuvre du présent Traité nécessite

par ailleurs de la part des parties contractantes une contribution financière pour le financement des activités nationales et l'assistance au financement d'actions entreprises notamment par des pays en développement.

\*

#### 4. EXAMEN DE L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 28 janvier 2003, le Conseil d'Etat marque son Accord avec le projet de loi, mais émet un certain nombre de remarques.

Le Conseil d'Etat critique l'absence d'une indication quelconque dans l'exposé des motifs sur la façon dont le Gouvernement entend transposer les objectifs du Traité et quelles pourraient être les incidences politiques ou budgétaires sur le plan national. En effet, il aurait été intéressant de savoir si la ratification du Traité requerra une adaptation de notre législation agricole indigène, ou si les instances communautaires se chargeront pour l'ensemble des 15 Etats membres de l'Union européenne de l'exécution des nouvelles exigences prévues.

Le Conseil d'Etat regrette également qu'il n'existe aucune indication sur le nombre des signatures et des ratifications que le Traité a recueillies jusqu'à présent et se demande si celui-ci est entre-temps entré en vigueur ou à quelle échéance cette entrée en vigueur peut être envisagée.

Enfin, l'article unique du projet de loi ne soulève aucune observation de la part du Conseil d'Etat.

\*

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural recommande à la Chambre des Députés de voter le texte du projet de loi.

\*

#### 5. TEXTE DU PROJET DE LOI

##### PROJET DE LOI

**portant approbation du Traité international sur les ressources phyto-génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, adopté le 3 novembre 2001 par la trente et unième réunion de la Conférence de la FAO**

**Article unique.**— Est approuvé le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, adopté le 3 novembre 2001 par la trente et unième réunion de la Conférence de la FAO.

Luxembourg, le 21 octobre 2003

*Le Président-Rapporteur,*  
Lucien CLEMENT

